



Bulletin d'informations et de sensibilisation de la Représentation de l'UNFPA-RCA - N° 001 - Juillet-Aout-Septembre 2016.
Avenue Gamal Abdel Nasser - BP 873 - Bangui, République Centrafricaine - Tel: (+236) 21 61 08 67 / 21 61 41 25 / 21 61 19 77

CULTURE ET EMPLOI POUR LIBERER LE POTENTIEL DES JEUNES



Editorial

RCA: Le renouveau en roue libre
Ada POUYE

Représentant UNFPA

Engager la transition de l'urgence liée aux survivances de la crise militaro politique au relèvement post crise constitue une préoccupation des acteurs communautaires et des partenaires confrontés à la diminution des ressources.

Le nouveau Chef d'Etat de la République Centrafricaine, le Professeur Faustin Archange Touadéra l'a dit clairement lors de la célébration des 100 jours de son quinquennat qu'il compte sur le projet conjoint UNFPA /UNICEF d'appui à la réduction de la vulnérabilité des jeunes et des adolescents dans les 10 localités les plus affectées par la crise. L'espoir nourrit l'Espérance des jeunes d'être à l'abri de la pauvreté et d'être des acteurs du relèvement tant souhaité par le peuple centrafricain, c'est cela la trame des chantiers prioritaires du nouveau Président de la République... *suite p. 2*

Agenda: En vue de renforcer sa présence sur le terrain, l'UNFPA, à travers les projets UZJ20, financé par le Canada, et DKA33, financé par le Danemark, organisera dans les semaines à venir des séries de formations sur la gestion des cas des VBG, à l'intention des partenaires locaux de Bambari, Bossangoa et Kaga-Badoro.



Lancement de la réhabilitation de la maison des jeunes de Kaga-bandoro par le Président de la République, le Prof. F.A. TOUADERA, accompagné par le représentant spécial de la MINISCA, Parfait ONANGA-ANYANGA. UNFPA-RCA

Réhabilitation de dix maisons de jeunes: chantiers de la renaissance pour les jeunes centrafricains

La République centrafricaine avec sa superficie de 623 000 Km² à une population estimée à 4, 953, 017 habitants en 2016, dont 50,21% de femmes, 49,79% d'hommes, 49,8% de jeunes de moins de 18 ans. Plus de 62% de la population vivent en zone rurale et 38% en zone urbaine, avec un taux de croissance de la population est estimé à 1, 8%. En 2013, pendant les conflits, armés, beaucoup de jeunes de 10 à 25 ans qui constituent plus de 30% de la aux groupes armés.

A Kaga-Bandoro, l'insécurité favorisant les mouvements de la population fuyant les affrontements entre les belligérants a paralysé beaucoup de villages et les deux villes de la Préfecture de la NANA GRIBIZI. Ces mouvements ont été faits aussi avec les fonctionnaires de l'Etat ; ceci a laissé certaines villes sans activités pendant plusieurs mois. *Suite p 8*

" BECAUSE EVERYONE COUNTS "

Lire aussi

- Formation des gestionnaires des cas des VBG
- Investir dans les adolescents pour une humanité responsable
- Décentralisation au cœur du dispositif de lutte contre les VBG
- Les Présidents africains exhortent à investir dans la jeunesse
- Célébration de la journée internationale de la jeunesse

Editorial (suite)

Il s'agit pour le nouveau Président de gérer la post-crise et le devenir de plus de 4 millions d'habitants happés et traumatisés par la profondeur de la crise multiforme avec dans la tête des scènes de pillage systématique, crise sociale, économique et politique, viols institutionnalisés, écoles fermées, populations en otage entre des factions rivales, ratisages des habitations et des biens publics, incendies des maisons d'habitation, massacres, crise alimentaire, destruction des lieux de cultes, et vandalisme multiforme.

Tout ceci indique dans une certaine mesure les enjeux multidimensionnels du relèvement et de la consolidation de la paix en Centrafrique avec le soutien de la Communauté Internationale et des centrafricains dont le prisme majeur reste de faire de la crise une opportunité pour les transformations économique, politique, sociale, culturelle majeures. Le devenir de la majorité constituée par les jeunes centrafricains qui représentent plus de 70% de la population dont la conséquence directe reste la pression sur la couverture géographique des services sociaux de base, la faible scolarisation, la non prise en compte des jeunes comme la centralité de toutes les politiques de développement. Les jeunes comme disait Mandela doivent constituer une arme pour la transformation de la société face aux nombreux défis : taux de fécondité des adolescents 15-24 ans (22,9%), le taux brut de scolarisation en pré primaire (5,4%), en 1er cycle du secondaire (21,8%) en 2e cycle du secondaire (8,9%), les

mariages précoces touchent 55% des adolescentes âgées de 15-19 ans. La célébration cette année de la Journée Internationale de la Jeunesse (JIJ) a aussi été une opportunité pour le Directeur Exécutif de l'UNFPA, Dr Babatunde Osotimehin, de renouveler le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des potentialités de la jeunesse : « Ils n'ont pas accès aux ressources vitales et sont sur représentés parmi les pauvres du monde. Ils ont tout à gagner si nous réussissons dans l'éradication de la pauvreté et ils auront beaucoup à perdre si nous n'y parvenons pas. La bonne nouvelle est que les jeunes ne sont pas le problème, comme on le pense souvent, mais, en fait, ils sont la solution ».

C'est dire que le dividende démographique est une opportunité pour la RCA de transformer cette jeunesse en capital humain éduqué, compétant, qualifié, épargné des grossesses précoces et des IST/VIH/SIDA, et force productive. Ainsi le dividende démographique est l'accélération de la croissance économique qui pourrait résulter des changements dans la structure par âge de la population dus à une baisse soutenue de la fécondité et de la mortalité.

A travers la réduction du taux de dépendance économique, les pays peuvent avoir une fenêtre d'opportunité pour réaliser l'épargne, l'investissement productif et améliorer le capital humain» Le fait que la Journée Mondiale de la Population (JMP) et la Journée Internationale de la

Jeunesse aient mis l'accent sur la jeunesse n'est pas un hasard dans la mesure où elle est l'expression de la matérialité de notre engagement pour que la transformation du monde soit l'œuvre de jeunes par eux-mêmes. N'est-ce pas là un pacte à respecter pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain ? Depuis les élections présidentielles de mars 2016 qui ont consacré l'accession du Professeur Faustin Archange Touadéra à la Magistrature Suprême, la RCA entame un virage important pour l'avenir d'un pays qui a connu une crise militaire politique sans précédent entamée en décembre 2012 avec des pertes des vies humaines que toute la Communauté Internationale mobilisée a décidé d'arrêter. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) s'est inscrit parmi les premiers intervenants pour appuyer la prise en charge des problèmes liés à la santé sexuelle et de la reproduction, à travers la dotation des structures sanitaires de référencement en médicaments d'urgence et kits de Santé de la Reproduction eu égard à son mandat. Toujours dans cette perspective de relèvement, et à lutter contre les cas de VBG, l'UNFPA assurera une meilleure représentativité des femmes et des jeunes à la table ronde de Bruxelles en Novembre prochain.

« Travailler ensemble pour prévenir et traiter la fistule »

FORMATION DES GESTIONNAIRES DES CAS DES VBG ET DES RESPONSABLES DE BASES DE DONNEES

Mise en place d'un pool de formateurs sur la gestion des cas pour l'amélioration de la qualité de la prise en charge des survivants

Du 22 au 29 Juillet 2016 à l'hôtel JM Résidence se sont tenues deux sessions de formations sur la gestion des cas et de base des données. Ces sessions de formation s'inscrivent dans la mise en œuvre d'un projet inter agence pilote de renforcement des capacités. Elles s'adressent aux agents intervenant sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), un projet financé par le Canada et qui couvre six pays dont la Centrafrique. Les deux sessions de formation organisées font suite à une évaluation des capacités des intervenants de VBG, menée en septembre 2015 en Centrafrique. Celle-ci a permis d'identifier les besoins des intervenants notamment, ceux des gestionnaires des cas de VBG et de leurs superviseurs. Il est ressorti que la majorité d'entre eux n'a pas bénéficié d'une véritable formation

préalable en la matière, alors que celle-ci est indispensable pour l'exercice de leur fonction et la qualité des interventions. En outre les ressources humaines au niveau national pour dispenser cette formation sont peu nombreuses. Sur la base de ces constats, les deux sessions ont été organisées avec l'appui d'un consultant international chargé du développement des capacités dans le cadre du projet. La première session a porté sur la formation des formateurs en gestion des cas; et s'est tenue du 22 au 25 juillet au profit de 15 participants sélectionnés à l'issue d'un processus d'application. Cette formation est la toute première dans le cadre du projet inter agence. Durant cinq jours les participants ont vu leurs capacités renforcées dans la gestion psychosociale

des cas de VBG notamment sur la communication, les étapes de la gestion des cas, l'accueil du survivant, de l'élaboration de son plan d'action, la clôture de son dossier et enfin, sur les techniques de facilitation à travers la simulation. A l'issue de cette session de formation, six(6) participants ont été retenus comme facilitateurs en gestion des cas, dotant la Centrafrique d'un pool de formateurs sur la gestion de cas. La deuxième session a porté sur la gestion des cas en faveur de 20 agents psychosociaux en charge de la prise en charge des survivants de VBG. Ces participants ont été outillés sur la gestion des cas par le consultant et trois(3) des facilitateurs retenus à l'issue de la formation des formateurs. **M.J.MAMBA-IBINGUI**

INVESTIR DANS LES ADOLESCENTES POUR UNE HUMANITE RESPONSABLE ET INCLUSIVE

Lorsque les droits des adolescentes sont protégés et leurs potentiels réalisés, elles sont capables de façonner positivement le présent et l'avenir de l'humanité. Telle a été la substance de l'allocation de la Ministre des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale, Madame Virgine BAIKOUA, à l'occasion de la Journée Mondiale de la Population 2016. Sacrifiant à la tradition, l'Etat centrafricain par la voix de Madame BAIKOUA, a ajouté que la question des adolescentes mérite une attention particulière au regard des difficultés qu'elles rencontrent et de leur importance démographique (22,2% de la population féminine et 11,3% de la population générale).



Défilé des adolescentes lors de la cérémonie de la journée

Elle lance un appel à la Communauté Internationale à l'appuyer pour répondre efficacement aux besoins des adolescentes à travers des investissements stratégiques dans leur éducation et formation, leur santé, notamment la santé sexuelle et de la reproduction et leurs moyens d'existence, de sorte que soit mis fin, entre autres aux de violences sexuelles, mariages et grossesses précoces et autres pratiques nuisibles dont elles sont souvent victimes.

Cet engagement de la RCA a été la réponse nationale de cette journée diversement commémorée à l'intérieur du pays, notamment Bossangoa et Kaga Bandoro. A Bangui, la capitale, la célébration officielle a été marquée par une cérémonie au sein de l'hémicycle de l'Assemblée Nationale avec la participation du nouveau Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), Monsieur Ada POUYE qui a souligné le fait que le passage de l'adolescence à la vie d'adulte est toujours accompagné de nombreux défis en termes de risques de maladies sexuellement transmissibles (y compris le VIH et Sida), des grossesses précoces, d'avortements clandestins, de mariages forcés et précoces, des complications obstétricales,

de fistules obstétricales, de cancer de l'utérus, de violences sexuelles et surtout de mortalité maternelle. Dans un second temps, il a invité l'assistance à plus de responsabilités, de partenariat et d'engagements en faveur des adolescents, en vue de renforcer leur capital humain afin qu'elles puissent prendre des décisions éclairées au sujet de leur vie. La célébration de cette journée a été également une occasion pour l'UNFPA de faire un plaidoyer en faveur de l'exploitation du Dividende Démographique en vue de disposer d'une structure par âge de la population favorable à la relance économique et la résilience de la République Centrafricaine. La cérémonie a été rehaussée par Madame Evelyne SARANDJI, Epouse du Premier Ministre et Représentante Personnelle de la Première Dame de Centrafrique qui a souligné dans son discours de clôture que les adolescentes peuvent constituer un atout majeur pour le développement de la RCA si elles sont bien encadrées.

Dans la Sous-Préfecture de Kaga-Bandoro, la commémoration de la journée a été une occasion pour les jeunes filles tant scolarisées que déscolarisées et de toutes les obédiences religieuses d'être édifiées sur leurs droits en matière de santé sexuelle et de la reproduction, les risques des mariages et grossesses précoces, les avantages qu'une fille peut tirer d'une

scolarisation accomplie et la nécessité de leur implication dans les activités de médiation, de réconciliation et cohésion sociale dans leur communauté.

A Bossangoa, Sous-Préfecture de l'Ouham, l'attention des autorités sous-prélectorales, des leaders communautaires, des parents ainsi que des adolescents(es) a porté non seulement sur les droits et devoirs des adolescents(es), mais également sur le fait que l'avenir d'une communauté ou d'un pays est lié étroitement à la qualité des investissements consacrés aux adolescents(es). Au regard des taux de prévalence des infections Sexuellement Transmissibles et du VIH et des grossesses précoces qui sont très élevés en milieu adolescent et jeune, les adolescents(es) ont été exhortés (es) à avoir plus de rapports sexuels protégés en utilisant les préservatifs, à l'utilisation de la contraception moderne pour éviter les grossesses non désirées et à se faire dépister pour connaître leur statut sérologique au VIH afin de prendre des précautions idoines pour l'éviter. Le Préfet de l'Ouham, dans son discours de circonstance tout en remerciant l'UNFPA pour ses appuis constants ayant permis de sauver la vie et la dignité des jeunes filles et des femmes au moment de la crise; a invité la population de Bossangoa et surtout les adolescentes à une prise de conscience individuelle et collective afin de relever les défis auxquels la RCA est confrontée.

Raymond GOULA

LA DECENTRALISATION AU COEUR DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Impliquer les leaders communautaires dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et la promotion de l'égalité entre les sexes dans les zones de conflit est l'une des priorités pour la RCA.

Soixante (60) leaders communautaires centrafricains ont été formés du 24 au 28 juillet dernier sur les notions de genre, violences basées sur le genre (VBG) et les techniques de lutte contre les VBG en milieu communautaire. Organisée par le Gouvernement Centrafricain en partenariat avec l'UNFPA, ladite formation a connu la participation de dix (10) gestionnaires de projets communautaires, des leaders communautaires venus de Bossangoa, Batangafo, Kaga-Bandoro, Kouango, Kabo et Bambari auxquels se sont ajoutés des délégués issus de la mairie de Bangui.

Par leurs participations effectives, les maires de ces localités ont manifesté leurs engagements à réduire les violences basées sur le genre dans leurs localités respectives. Cet atelier organisé avec l'appui financier de l'UNFPA, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail signé avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale et avait pour objectif principal d'institutionnaliser les mécanismes communautaires efficaces et pérennes pour la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre sur l'ensemble du pays. Ainsi, disposant à la fin de la formation d'argumentaires nécessaires pour une lutte efficace contre les VBG, les participants se sont engagés à promouvoir l'égalité entre les sexes à tous les niveaux, et d'œuvrer à l'exemple des « Avocats du genre » et du réseau des maires de Bangui pour la lutte contre les VBG. Pour tenir

leurs engagements, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit de l'UNFPA et du gouvernement. A l'ouverture de la formation, le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population, Monsieur Ada Pouye a justifié l'important effectif des hommes à cet atelier comme étant une innovation qui s'inspire des approches d'implication des hommes comme les écoles de maris et les Avocats du genre telles que planifiées et mises en œuvre dans les pays d'Afrique subsaharienne. Celle-ci va permettre aux participants de relever les barrières imposées par les normes et pratiques socioculturelles nuisibles à la santé des femmes et filles, et qui ne respectent pas les droits humains et de pouvoir s'engager réellement dans le dispositif communautaire de lutte contre les VBG en RCA.

Très émue, la Ministre des Affaires Sociales, Virginie Baikoua se félicite de cette initiative de l'UNFPA qui permettra la vulgarisation des notions et principes du genre même dans les localités du pays encore difficiles d'accès pour les membres du Gouvernement. Selon elle, l'action de l'UNFPA constitue une opportunité pour les membres du gouvernement d'échanger avec les représentants des populations de ces zones. Grâce à la facilitation des leaders religieux notamment l'Abbé Bienvenu Igor KUATE, avocat du Genre venus du Cameroun et le prédicateur islamique El-Adj Kabara Wanaga, les participants ont pu s'approprier les mécanismes par lesquels les normes et règles socioculturelles participent à la reproduction des inégalités de genre et le renforcement des VBG.



Réunion d'échanges avec les leaders communautaires au sujet des VBG- UNFPA

Ils connaissent les conséquences de ces pratiques imposées par les cultures et traditions ainsi que les mesures de mitigation et de prise en charge des victimes de ces actes. En RCA, la proportion des violences sexuelles est très répandue. Par exemple, dans la préfecture de la Ouaka, 89,7% des femmes et 86,1% des hommes ont déclaré avoir été giflés ou frappés au cours de leur vie. Par ailleurs les données du Sous-cluster VBG ont montré une ampleur de violences liées au conflit avec la crise qui est survenue en RCA en décembre 2012. pu s'approprier les mécanismes par lesquels les normes et règles socio-culturelles participent à la reproduction des inégalités de genre et le renforcement des VBG.

Ils connaissent les conséquences de ces pratiques imposées par les cultures et traditions ainsi que les mesures de mitigation et de prise en charge des victimes de ces actes. **Mme Marie Justine MAMBA IBINGUI**

Les Présidents africains exhortent à investir dans la jeunesse vu que le continent connaît une explosion démographique qui constitue une opportunité rare.

Des Présidents, des ministres, et des fonctionnaires des Nations Unies et de la Banque mondiale se sont rencontrés hier au siège de l'ONU à New York pour renforcer leurs engagements pour les jeunes de l'Afrique.

Le continent subit un changement radical dans la structure de sa population, avec plus de jeunes que jamais auparavant se préparant à passer à l'âge adulte et entrer dans la vie active. Dans une déclaration préparée pour l'événement, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, affirmait : « plus de

30 pour cent de la population de l'Afrique à un âge compris entre 10 et 24 ans, et il en sera ainsi pendant au moins les 20 prochaines années. Grâce à des investissements appropriés, ces tendances pourraient être le plus grand atout de la région. » Aminata Loure à Bagré, Burkina Faso. Elle a bénéficié

planification familiale, l'autonomisation des filles, l'éducation et l'éradication du mariage des enfants, par le biais d'un centre d'autonomisation économique, dans le cadre d'un partenariat visant à promouvoir un dividende démographique. © UNFPA Burkina Faso / Bénédicte Bama.

Lorsque le nombre de personnes en âge de travailler dépasse le nombre de personnes à charge, les pays peuvent connaître un boom économique, un phénomène dénommé «dividende démographique». Mais d'abord, les jeunes doivent être dotés de capacités leur permettant d'apporter leur contribution à leurs pays et leurs communautés. «Nous avons effectué des estimations qui montrent que, si nous le mettons en application, et si nous le faisons correctement, nous pouvons ajouter annuellement 500 milliards \$ au PIB de l'Afrique sur une période de 30 ans», a déclaré le Directeur exécutif de l'UNFPA, Dr. Babatunde Osotimehin. «C'est tout simplement incroyable.» Cette session qui a été présidée par le Président Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso a vu la présence du Président Idriss Déby du Tchad (Président en exercice de l'Union Africaine), du Président Faustin-Archange Touadéra de la République Centrafricaine, du Président Patrice Talon du Bénin, du Président Peter Mutharika du Malawi, du président Paul Kagame du Rwanda, de la Vice-présidente de la Gambie, Isatou Njie Saidu et de l'ancien Président tanzanien Jakaya Kikwete. A cette occasion, ces derniers n'ont pas manqué de lancer un appel à investir dans la jeunesse. De même, des ministres venus de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Libéria, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et de l'Ouganda, ainsi que la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, des leaders de la jeunesse et des acteurs au développement ont également exhorté à mener plus d'efforts afin de contribuer à la réalisation du dividende démographique.

Investir dans la jeunesse. Les principaux investissements nécessaires portent sur l'éducation, l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive, y compris la planification familiale volontaire, et l'autonomisation des femmes et des filles. «Éduqués, sains et productifs, les jeunes ont plus de chances de sortir de la pauvreté et d'apporter une contribution positive à leur collectivité», a déclaré Erna Solberg, Premier ministre de la Norvège. Les principaux bénéficiaires de ces efforts doivent être les filles en particulier. Des millions de filles vulnérables font face au double fléau du mariage des enfants et de la grossesse précoce ; des pratiques qui les obligent à abandonner l'école ; ce qui diminue leurs perspectives d'avenir. « Des études ont été réalisées et elles montrent que le Tchad peut bénéficier d'un dividende démographique dans quelques années, à condition de travailler sur des questions telles que l'autonomisation des femmes et de maintenir les jeunes filles à l'école», a soutenu le Président Déby devant l'assemblée.

Promesses en action. Ces efforts prennent déjà forme dans de nombreux pays. Dans le village de Bagré, au Burkina Faso, un centre de développement économique des femmes fournit une large gamme de services pour l'autonomisation des femmes et des jeunes. Ceux-ci comprennent le crédit, des programmes de formation ainsi que des séances d'information. «Notre rôle consiste à aller vers les femmes pour leur parler de la planification familiale et rendre les contraceptifs disponibles.» a déclaré



Le Vice-président de la Banque Mondiale, Keith Hansen, le Président Idriss Déby du Tchad, le Président Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso, le Directeur Exécutif de l'UNFPA, Dr. Babatunde Osotimehin et le modérateur Folly Bah Thibault (de la gauche vers la droite) lors d'une concertation de haut niveau sur la réalisation du dividende démographique. @ UNFPA / Koye Adeboye.

Lydia Lingani, un pair éducateur, à l'UNFPA lors d'une récente visite. Les pairs éducateurs contribuent également à la sensibilisation sur l'importance des soins prénatals, l'éducation des filles et l'éradication du mariage des enfants. Lorsqu'Aminata Loure, mère de cinq enfants, a commencé à fréquenter le centre, elle avait l'intention de marier Marceline, sa fille âgée de 14 ans. Les pairs éducateurs l'ont convaincue d'annuler ses plans. «Notre décision n'a pas été facile», a déclaré Mme Loure. « Nous avons été victime de préjudice et d'incompréhension autour de nous ... mais quand vous comprenez bien tous les problèmes que votre fille pourrait endurer si elle se marie trop tôt, là votre conscience ne peut admettre le sacrifice. » La mère et la fille se sont maintenant pleinement investies dans l'éducation de Marceline. «Ma mère m'a conduit dans son centre pour une formation sur la façon d'éviter les grossesses précoces, » a déclaré Marceline à l'UNFPA, tout en se tenant debout dans une rizière, les pieds enfoncés jusqu'à la cheville. «Je travaille à la rizière pendant les vacances. Je passe toute la journée ici. Grâce à l'argent que je gagne, je peux payer ma scolarité l'école l'année prochaine. » Non plus destinée à un mariage précoce, elle a de grands rêves: « Ce que je veux c'est rester à l'école, terminer mes études secondaires et devenir médecin», a-t-elle confié. Rater cette occasion nous «coûterai excessivement cher » Le centre économique de Bagré est l'un des nombreux programmes soutenus le projet d'Autonomisation des femmes et de dividende démographique au Sahel (SWEDD) - un partenariat entre l'UNFPA,

la Banque mondiale et les gouvernements du Burkina Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Niger. «Nous avons fait d'énormes progrès ensemble, depuis l'instauration du partenariat SWEDD», a déclaré Dr Osotimehin à la réunion de l'ONU. « Mais il nous reste encore du travail à faire. » « Le problème est identifié. La solution est connue », a déclaré le président Kagamé. Si les bons investissements ne sont pas faits, ce serait une excellente opportunité manquée. « Les changements dans la taille de la population et la structure par âge ne sont pas visibles de façon quotidienne ou annuelle, ce qui explique qu'ils sont facilement ignorés», a déclaré Keith Hansen, Vice-président du Groupe de la Banque Mondiale. « Par contre les ignorer nous coûterait très, très cher.»



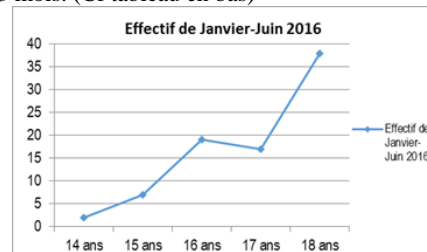
Le Président rwandais Paul Kagame parle de la nécessité de garantir l'autonomisation des femmes et des filles. À gauche, Abdallah Albert Talkeusse Mabri, Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, derrière lui, l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi. @ UNFPA / Koye Adeboye.

Réhabilitation des maisons des jeunes (suite de la page 1).

Une cérémonie solennelle de pose de première pierre de l'ouvrage destiné à la population de Kaga Bandoro ce 04 août 2016 a aussi permis de procéder au lancement officiel du programme en présence du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, Monsieur Parfait ONANGA-ANYANGA. A cette occasion, le nouveau Chef d'Etat de la République Centrafricaine a souligné que la construction des lieux de rencontres pour les jeunes est une occasion pour non seulement mettre ensemble les communautés, mais une opportunité pour ressouder les cœurs entre citoyens centrafricains. Profitant de cette occasion, le Représentant de l'UNFPA a rappelé le sens de son mandat aux cotés des jeunes et sa volonté " libérer le potentiel de chaque jeune. Ceci s'inscrit dans la politique du gouvernement en collaboration avec le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) et le Ministère en charge de la jeunesse et UNFPA et les autres agences des Nations Unies: Unicef/OMS sous le leadership de la MINUSCA vont contribuer à la mobilisation d'un montant total de 900.000.000 F CFA pour contribuer à la transformation des jeunes filles et garçons, fortement déstabilisés et pauvres à la fois, en un levier de développement local et vecteur de la cohésion et de consolidation de la paix à travers la formation aux petits métiers. Neuf autres localités du pays ayant été sévèrement touchées par les récents événements bénéficieront de ces ouvrages et serviront de creusets pour la mise en œuvre des efforts du Gouvernement pour l'épanouissement des femmes et des jeunes centrafricains. Il s'agit notamment de Boda, Yaloké, Kouango, Bambari, Sibut, Bimbo, Bouar et Mbrès entre autres. Du fait de la récurrence des crises politico-militaires, la plupart des structures existantes ont été durement affectées. Leur occupation par les personnes déplacées internes a entraîné la destruction ou le pillage de ces centres qui servaient autrefois de carrefour d'échanges pour les jeunes toutes confessions religieuses confondues dans ce contexte marqué par l'augmentation du taux de déperdition scolaire parmi les jeunes. Les défis auxquels font face les adolescents et les jeunes sont principalement liés à la santé sexuelle et de la reproduction avec des IST, le VIH et

Scolarisation: Craignant l'insécurité, plusieurs enseignants n'ont pas regagné Mbrès, la 2ème ville de la Préfecture. Depuis 2013, il n'y a que 2 lycées (public et privé) qui ont ouverts leurs portes qu'à Kaga Bandoro. les avortements illégaux, clandestins ainsi que la consommation excessive de l'alcool et de drogues. Même si un retour plus ou moins appréciable des jeunes dans les établissements scolaires est constaté, il ne va pas de mieux pour les filles, qui, mêmes inscrites, quittent le milieu scolaire avant la fin de l'année. Sur les 355 filles inscrites à la rentrée scolaire 2015 – 2016, il n'y a 219 qui sont restées au début du 2ème semestre dont 192 seulement se sont présentées aux examens pour une réussite de 18 filles soit 9,38%.

Santé sexuelle et reproductrice: Les filles sous l'effet d'alcool se laissent abuser. La situation de vie très précaire ne favorise pas le suivi des adolescentes. Précocement, elles sont déjà enceintes peu sont celles qui arrivent à terme de leur grossesse avec des bébés vivants dépassant 3 mois. (Cf tableau en bas)



Le fait que les filles deviennent mères, sous-entend qu'elles n'utilisent ni les moyens contraceptifs, ni les préservatifs. Cela va de pair avec leur exposition à l'infection aux IST et VIH/SIDA. Les jeunes se protègent moins dans les rapports sexuels. Leur participation au dépistage pour connaître leur statut sérologique demeure très faible. « Réaliser un monde où le potentiel des jeunes est libéré » ne pourrait que se faire dans un suivi continu et dans un cadre bien défini. Avoir un espace où les jeunes pourront se retrouver pour débattre de leur vie favorisera la prise de conscience sur leur vie affective et procréative. En plus d'un cadre de loisirs une maison pour les jeunes sans distinction quelconque sera un lieu d'instruction, d'apprentissage surtout de la cohésion sociale. C'est ainsi que l'UNFPA a saisi l'opportunité de la visite de S.E le Président de la RCA pour demander à sa haute personnalité de poser la 1ère pierre de la maison des jeunes de Kaga Bandoro.

Quelques briques cuites ont été déjà positionné sur le site de la construction. La mobilisation se poursuit pour la participation communautaire dans le ramassage des agrégats. Profitant de cette occasion, le Représentant de l'UNFPA, s'inscrit dans le cadre d'un projet conjoint Monsieur Ada POUYE a rappelé le sens de son mandat aux cotés de la jeunesse. Ceci UNFPA /UNICEF, en collaboration avec le Ministère de Promotion de la Jeunesse, de la santé et le Haut-Commissaire à la jeunesse Pionnière Nationale et le Conseil National de la Jeunesse (CNJ), pour contribuer au changement de mentalités des jeunes filles et garçons, fortement déstabilisés et pauvres à la fois, en un levier de développement local et vecteur de la cohésion et de consolidation de la paix, à travers la formation aux petits métiers. Selon le Représentant de l'UNFPA -RCA, les neuf autres localités du pays ayant été sévèrement touchées par les récents événements bénéficieront de ces ouvrages et serviront de creusets pour la mise en œuvre des efforts du Gouvernement, pour l'épanouissement des femmes et des jeunes. Il s'agit notamment des villes de: Bangui, Bimbo, Boda, Yaloké, Bouar, Kouango, Bambari, Sibut, Dekoa. Pour sa part, le Pr F.A. TOUADERA, Président de la République, a souligné que la construction des lieux de rencontres pour les jeunes est une occasion pour non seulement mettre ensemble les communautés, mais une opportunité pour ressouder les cœurs entre citoyens centrafricains. S'appropriant l'adage selon lequel: « En effet c'est dans l'esprit des hommes que naît la guerre, et donc c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut cultiver la paix », il a exhorté ses concitoyens à en faire un slogan pour la promotion de la paix dans le pays. Au-delà de l'absence des infrastructures de base en faveur de la jeunesse, les défis auxquels font face les adolescents et les jeunes (dont l'effectif est de 48 877) de Kaga Bandoro sont principalement liés à la santé sexuelle et de la reproduction avec un taux élevée de grossesse chez les adolescentes (203 filles mères enregistrées en 2015), des avortements illégaux, une propagation des IST et une prévalence du VIH élevée parmi les jeunes de 10 à 24 ans 3% dont 2% chez les jeunes filles et 0,3% chez les garçons ainsi que la consommation excessive de l'alcool et de drogues.



Dr Edith Narcisse BEYAM

RELEVEMENT ET CONSOLIDATION DE LA PAIX EN RCA: ENJEU PLURIEL POUR LES FEMMES ET LES JEUNES A BRUXELLES

La représentativité des femmes et des jeunes à la Table Ronde de Bruxelles de Novembre 2016

Onze délégués de la société civile, notamment des femmes et des jeunes représenteront la communauté centrafricaine à la Table Ronde sur le relèvement et la consolidation de la Paix qui se tiendra le 17 novembre prochain à Bruxelles. Les délégués identifiés à l'issue du dialogue préparatoire qui s'est tenu en Aout dernier vise à préparer un agenda qui assure la prise en compte du genre dans tous les mécanismes institutionnels et les instruments de financement du développement, l'implication massive des femmes et des jeunes au cours des consultations communautaires de base et leur meilleure représentativité pour appuyer la délégation gouvernementale au cours des discussions et décisions de la conférence des donateurs de Novembre 2016.

Ainsi le dialogue préparatoire a permis de satisfaire à la requête du Gouvernement pour identifier et assurer la participation effective à Bruxelles des femmes et jeunes leaders au sein des communautés de base, les confessions religieuses, les organisations professionnelles, les organisations de la société civile et le monde politique. Ceci permettrait d'intégrer leurs témoignages dans le processus de sortie de crise et de promouvoir la participation inclusive des femmes, et des jeunes dans le développement économique, la stabilisation politique et la résolution de la crise en RCA conformément à la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La participation des femmes et des jeunes de la RCA sera l'occasion de donner une impulsion politique et de dégager un accord sur les prochaines étapes nécessaires à l'avancement de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes en RCA. Les discussions ont permis d'identifier des opportunités, d'élaborer des stratégies et de

dégager des synergies pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes dans la région comme vecteur de relèvement et de développement.

Dans ce même élan, des séances de préparation et de formation sont prévues pour les doter de connaissances efficaces sur le processus, RCPC et le lien avec les autres agendas de développement notamment le CSI et l'UNDAF sur SNU. Aussi, la réunion permettra-t-elle d'informer et de former les femmes et les jeunes sur les priorités stratégiques qui ont été retenues par UNDP/UNW/UNFPA dans les notes thématiques et les réflexions sur les projets en cours. La RCA est également fragilisée par la présence de groupes armés et la gravité des violations des droits humains.



Les femmes de Centrafrique lancent un appel pour l'arrêt de la violence et pour la paix. UNFPA

En dépit de nombreux engagements internationaux et régionaux, la violence liée au conflit affecte spécifiquement les femmes, faute souvent de systèmes d'alerte précoce des conflits ; les femmes restent largement absentes des discussions et

initiatives de résolution des conflits et des négociations de paix.

En RCA, l'accès limité à l'éducation, aux actifs productifs, aux services de vulgarisation agricole et aux opportunités économiques contribue à la marginalisation économique des femmes, notamment dans les zones périphériques. Lorsque les femmes sont à même de faire valoir leurs droits, lorsque leurs capacités entrepreneuriales sont soutenues, lorsque leur accès à la terre, aux services et au crédit est facilité, les économies se développent, la sécurité alimentaire est renforcée et les générations actuelles et futures voient leurs perspectives s'améliorer.

La RCA est également fragilisée par la présence de groupes armés et la gravité des violations des droits humains. En dépit de nombreux engagements internationaux et régionaux, la violence liée au conflit affecte spécifiquement les femmes, faute souvent de systèmes d'alerte précoce des conflits ; les femmes restent largement absentes des discussions et initiatives de résolution des conflits et des négociations de paix.

Leur nombre au sein de l'appareil gouvernemental et parlementaire souligne les disparités entre les hommes et les femmes. Sur les 140 sièges du Parlement centrafricain, 12 femmes sur 411 candidates ont été élues au parlement en Centrafrique, soit un taux de représentation parlementaire des femmes de 16.8%. On note une régression de la représentativité des femmes dans le gouvernement d'avril 2016 composé de 23 membres dont 4 femmes comparé à l'équipe gouvernementale de janvier 2014 qui comptait 7 femmes sur les 20 ministres. **Dr S.SOBELA**

CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE EDITION 2016

AGIR AVEC LES JEUNES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Réaliser le Dividende Démographique en investissant dans les adolescents et jeunes. Tel a été la substance de la communication du Chargé de programme Population et Développement du bureau pays de l'UNFPA RCA, Monsieur Raymond Goula au terme des activités ayant marqué la célébration à Bangui de la Journée Internationale de la Jeunesse (JIJ). En effet, à l'occasion de cette journée internationale de la jeunesse qui est célébrée dans le monde entier et qui représente un temps fort de sensibilisation et d'échanges sur les questions de la jeunesse dans tous les domaines, le Conseil National de la Jeunesse en Centrafricaine (CNJCA) avec l'appui du gouvernement et ses partenaires notamment l'UNFPA et la MINUSCA a organisé trois jours d'activités dont 2 jours d'atelier d'échanges et débats sur plusieurs thématiques de la jeunesse centrafricaine dans l'optique d'analyser leurs problèmes dans les domaines de gouvernance et paix, d'éducation, de santé sexuelle et reproductive et de l'emploi, envisager les solutions ensemble avec eux –mêmes et développer leur potentiel

pour les pousser à mener certaines actions pour atteindre les ODD. L'occasion a ainsi permis de faire une large vulgarisation sur les seize (16) ODD, la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et la promotion de santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes. Les manifestations de Bangui marquent l'adhésion de la RCA à la célébration de cette journée internationale dont le thème choisi cette année est: AGIR AVEC LES JEUNES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD). Recommandations dont l'une a été faite par une fille sourde-muette à travers les signes traduits par un interprète; la lecture des engagements faits par les jeunes participants de cette journée internationale de la jeunesse. La cérémonie de clôture a connu la présence effective de Mr Come HASSAN, Ministre du Commerce et de l'industrie, représentant personnel du Chef de l'Etat.

Il plaide pour une assistance soutenue dans ce contexte de résilience avérée néfaste pour les jeunes: en RCA, la situation de la jeunesse mérite qu'on double nos efforts en termes d'investissement socioéconomique pour permettre de tirer les avantages économiques de la structure de cette population en vue de réaliser très rapidement le dividende démographique. Au nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, le Représentant de l'UNFPA Mr Ada POUYE a réaffirmé l'engagement des fonds des nations unies pour la population à poursuivre des efforts pour aider toujours la jeunesse centrafricaine à développer son potentiel pour un avenir meilleur de la RCA. A ces côtés on notait la présence du Président du Conseil National de La Jeunesse (CNJ) et une délégation du Système des Nations Unies en RCA.

Michael Carl KIKOBET

Le pays et nous

Les besoins des femmes en matière de santé et de reproduction, le renforcement des capacités des jeunes, l'avenir des adolescents constituent des défis importants après les conflits que la RCA a connus. L'état de la population montre qu'elle a besoin d'assistances à différents niveaux. Sans la protection coutumière de la famille et de la communauté, les femmes et les adolescentes sont plus vulnérables à la violence sexuelle, à une grossesse non désirée et aux infections sexuellement transmissibles, comme le VIH. Il faut un abri de meilleure qualité, plus solide et plus résilient pour les aider à surmonter les tourmentes qui mettent en danger leur santé, leurs droits et leur avenir. Tel est le mandat de l'UNFPA. C'est dans le souci de mobiliser les synergies des partenaires au profit des femmes, des jeunes et des adolescentes que Mr POUYE, Représentant de l'UNFPA en RCA a entamé une série de visites de travail auprès des autorités politiques et administratives, notamment la Ministre des affaires sociales et de la réconciliation nationale, la Ministre de la santé publique, le Ministre de l'économie, du plan et de la coopération internationale et le Président de l'Assemblée Nationale, en vue d'envisager des possibilités d'actions de réponses à ces préoccupations. Pour le Dr. Osothemehin. "Il nous faut réussir beaucoup mieux à aider les plus vulnérables, en particulier les adolescentes. Mais il nous faut aussi réussir beaucoup mieux à investir dans un monde plus stable, capable de résister aux tourmentes qui nous attendent.

Plus de 60% de la population centrafricaine est jeune de moins de 25 ans. La crise socio-politique répétitive a des répercussions suivantes sur les enfants, les adolescents et jeunes: Augmentation du taux de chômage et du sous-emploi (90%) - Non accès à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive, d'éducation, les grossesses précoces (40%), la prévalence du VIH élevée parmi les jeunes (2,8%). -Engagement des jeunes dans diverses activités portant sur la promotion des droits de l'homme, la santé, l'éducation et la culture, la lutte contre les violences basées sur le genre, la résolution pacifique des conflits et la promotion de la cohésion sociale—Augmentation des violences exercées sur les petites et jeunes filles y compris les mariages/unions forcés et précoces 55%, absence d'éducation civique 15,7% des filles contre 25,5 des garçons.

UNFPA-Centrafrrique : / Signature des accords de financement du CERF à l'UNFPA

Bangui.04 octobre 2016.Le bureau pays du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a octroyé à cinq organisations non gouvernementales un financement de 110 millions CFA en vue de l'amélioration des conditions d'offre des services en matière de Santé de la Reproduction (Dispositif Minimum d'Urgence « DMU-SR », la prise en charge médicale des VBG –EAS et la Planification Familiale) dans les zones en conflits récents avec déplacement des populations en brousse ou dans les sites.

Une cérémonie officielle cette semaine de signature des accords de financement vient de lancer les activités devant matérialiser à satisfaction des besoins urgents qui se manifestent dans les préfectures de la Ouaka, l'Ouham Péné, Nana Gribizi et l'Ouham. Elle intervient juste après une semaine de la notification du financement CERF par OCHA pour illustrer l'urgence de la mise en œuvre des activités pour sauver des vies.

Les ONG partenaires de UNFPA formeront une centaine de prestataires de santé des zones du projet en DMU-SR y compris la prise en charge médicale des VBG-EAS. Aussi dans la même période, trois maternités seront réhabilitées et des cliniques mobiles seront déployées précisément dans les axes autour des zones du projet (Ippy, Ngakobo dans la Ouaka, Mbrès, Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi, Kabo dans l'Ouham et Ngaoundaye, Kouï et Bocaranga pour l'Ouham-Péné).

Durant ce dernier trimestre de 2016, les ONG membres du GT-DMU et du SC-Cluster VBG, partenaires de UNFPA : VITALITE PLUS, COHEB, ACABEF-IPPF, GDAP devront conduire les activités au profit des femmes, jeunes filles et garçons déplacés du fait de conflit en ce qui concerne les besoins en santé de la reproduction, la planification familiale et les VBG-EAS à travers le recrutement de 16 Sages-Femmes pour à la fois renforcer les efforts du Ministère de la Santé et sauver des vies. En plus, 150 relais communautaires formés contribueront à la prévention communautaire contre les VBG et référeront les survivantes de VBG dans les structures de soins. Tandis que L'ONG ACDES-Suisse réhabilitera avant 31 Décembre 2016 trois (03) maternités (Mbrès, Ippy et Ngaoundaye).

Au cours de la signature des accords qui a précédé le transfert des fonds, le Représentant de l'UNFPA en Centrafrique, monsieur ADA POUYE a souligné la nécessité pour les ONG et UNFPA d'aller vite pour mettre en œuvre ce projet conjoint qui est très attendu par les communautés en besoin au regard des derniers développements dans les préfectures de Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi) et de Bambari (Ouaka).

La Commission de mouvements des populations (CMP) du mois d'Aout 2016 indique que **385 750** personnes déplacées à l'intérieur de la RCA composés de personnes déplacées en sites et dans les familles d'accueil. Comparé au chiffre de **384 314** rapporté par la CMP du mois de juillet 2016, il ressort que le nombre de personnes déplacées en RCA a connu une augmentation de **1436** ; ce qui représente près de 1 % d'augmentation sur l'ensemble du pays. En général, la tendance des statistiques de mouvement de populations pour tout le pays a connu une légère hausse due : au dernier choc sécuritaire dans la préfecture de la Ouaka plus précisément à Ngakobo entraînant l'ouverture d'un nouveau site dans l'usine de fabrication de sucre de Ngakobo et au choc sécuritaire dans la préfecture de la Kémo à 17 km de Dékoa sur l'axe Mbrès- Dékoa. Ainsi qu'à Ngaoundaye, Bocaranga dans le nord-ouest et dans la ville de Kouango à l'est avec la recrudescence des violences contre les populations civiles.

Le projet de l'UNFPA avec l'OMS est financé par le Fonds Central de Réponse Rapide (CERF) et vise à améliorer les conditions d'offre des services en matière de santé de la reproduction (Dispositif Minimum d'Urgence, Prise en charge médicale des VBG-EAS et la Planification Familiale) et sera supervisé par le Ministère de la Santé pour une meilleure articulation dans la politique nationale de santé publique.

Ce projet conjoint avec l'OMS permettra de rapprocher les services suscités auprès des populations du pays victimes des récents mouvements de populations dans 04 préfectures (Ouaka/Ouham-Péné/ Nana-Gribizi et Ouham). Il s'agit de comprendre que la finalité ultime du projet est de sauver des vies dans les conditions de volatilité de la sécurité dans certaines zones du vaste pays.

Jeunesse de Centrafrique: Soutenir l'émergence d'un leadership de la jeunesse, un nouveau paradigme pour le développement durable.

Les besoins essentiels des jeunes en matière de renforcement pour le développement sont souvent négligés dans l'assistance prêté après des catastrophes naturelles ou des conflits.

Le 26 Septembre 2016, le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population en Centrafrique (UNFPA-RCA), Mr Ada POUYE, s'est entretenu avec Mrs Côme HASSAN et Silvère Simplicie NGARSO, respectivement Ministre du Commerce et Industrie, et Ministre en charge de la promotion de la jeunesse, du développement des sports et service civique au sujet de la jeunesse.

Répondant aux journalistes, le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population en Centrafrique (UNFPA-RCA) a souligné la nécessité d'appuyer l'émergence d'un leadership de la jeunesse, et de contribuer à la participation de ces jeunes aux processus de développement national et local. Mr Ada POUYE a fait savoir que l'esprit d'initiative des jeunes doit être soutenu activement par l'entremise d'un système de micro développement, avec quelques subsides de l'Etat, l'appui du ministère de commerce et d'industries, le secteur privé pour la Responsabilité sociale des entreprises(RSE) et les investissements de plusieurs jeunes réunis autour de projets concrets.

En outre, le Représentant de l'UNFPA-RCA a proposé l'appui à la mise en œuvre d'initiatives en faveur des jeunes et des femmes, visant à leur permettre de contribuer au développement national par l'intermédiaire d'emplois de proximité et d'utilité publique, étant donné que l'investissement de la jeunesse s'avère primordial pour l'avenir de la société tout entière.

Il s'agit par ailleurs d'encourager l'émergence des micro entreprises de jeunes en milieu urbain et rural en s'appuyant sur des mécanismes de financement innovant et structurant avec le secteur privé. Cette initiative, a indiqué Mr Ada POUYE, pourrait mettre des dizaines de milliers de jeunes au travail tout en les faisant participer directement à l'effort national de modernisation du pays.

Selon Mr Ada POUYE, la participation des jeunes centrafricains au développement national est une question des droits humains et d'efficacité pour relever le défi auquel l'humanité se confronte. Cette jeunesse étant la clé de l'avenir, les dirigeants doivent les autonomiser, en vue de faire progresser les droits, la santé et le bien-être des générations présente et future. Aujourd'hui, trop de jeunes sont privés d'opportunités du fait de l'absence de paix et de stabilité. D'autres encore sont restés dans le commerce informel, faute d'appui aux mécanismes de structuration. Des adolescents(es) sont victimes de la discrimination et les violences sexuelles, les abus des drogues sont monnaies courantes en milieu jeune. Il existe donc un besoin réel de formation professionnelle pour leur insertion économique et d'éducation à la sexualité, de service de santé sexuelle et de la reproduction qui réponde aux besoins des jeunes, car la mauvaise santé sexuelle et procréative est une cause majeure de mortalité chez les adolescents dans les pays en RCA.

Bangui, le 27/09/2016



Directeur de Publication:

Ada POUYE,
Représentant

Rédacteur en Chef:

Alain AKPADJI,
Représentant Adjoint

Conseiller à la rédaction:

Alexandre Ewango

Conception et réalisation:

Boniface N'ZONIKOUA
Théophile PATINVOH

Comité de rédaction

Dr Suzanne SOBELA
Marie-Justine MAMBA-IBINGUI
Raymond GOULA
Dr Edith Narcisse BEYAM
Filly Diallo
Michael Carl KIKOBET

Edition et droit: UNFPA-RCA